



## REFORME DES RETRAITES, L'ARNAQUE !

DANS CE NUMÉRO :

*Retraites,  
Ce qu'ils se gardent  
bien de vous dire..*

# FSU FINANCES

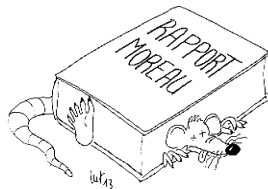
### RETRAITE, une réforme de trop .

Le gouvernement a reçu les organisations syndicales les 20 et 21 juin, pour une deuxième **CONFERENCE dite SOCIALE**, mais bien mal nommée.

Les informations déjà distillées dès le 13 mai sont très inquiétantes pour les retraités, comme pour les salariés.

Les modalités de cette réforme sont contenues dans le **rapport MOREAU**.

UN RAPPORT  
DANGERELIX ?



Volontairement **KATASTROPHISTE** sur l'avenir des régimes de retraite, la communication gouvernementale a pour objectif d'**ANESTHESIER** toute **forme de résistance**, et d'instiller l'idée qu'il faudra bien **accepter les nouvelles régressions...**

Que pour sauver l'équilibre des régimes, il faut être raisonnable...Les ténors du gouvernement sont sur tous les plateaux télé, et colportent trois messages essentiels.

**...Y'a plus d'argent !**

La FSU aux Finances estime que les causes en sont les allègements et exonérations de cotisations sociales aux entreprises, le **CHÔMAGE DE MASSE**, et la **fraude fiscale**.

**...On vit plus longtemps.**

Il faudrait donc travailler plus longtemps.

L'analyse de la FSU-Finances contredit cet argument. Ceux qui veulent nous **imposer ce choix de société** préfèrent ignorer ce qu'endure l'**immense majorité des salariés**.

L'espérance de vie en bonne santé a régressé d'un an entre 2008 et 2010.

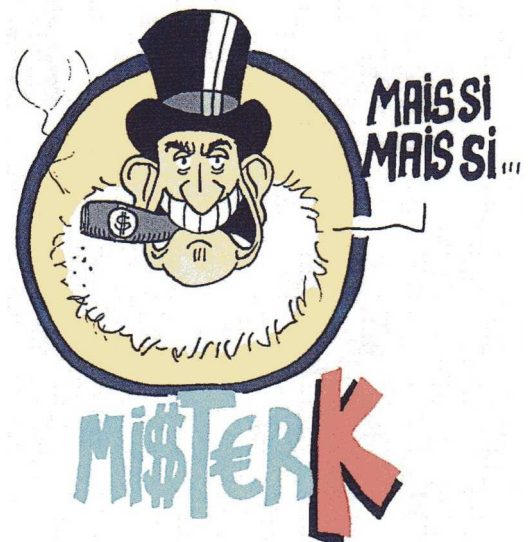
En ajoutant toujours plus de trimestres à valider, cette situation va continuer de se dégrader.

**..La volonté d'égalité et d'équité entre les régimes** est avancée par le gouvernement.

En fait, il s'agit d'opposer les salariés du privé à ceux du public.

Elle permet également un **nivellement par le bas**.

Pourquoi ne pas aligner nos régimes de **retraites sur celui des parlementaires** ?



## UNE REFORME ILLEGITIME

### Sur le plan démographique...

Car la viabilité du système de retraite français est assurée à moyen terme, grâce à une natalité beaucoup plus **favorable** que dans la plupart des pays européens.

Rien ne justifie d'aligner l'âge de départ à la retraite sur l'Allemagne, qui est un pays vieillissant. La natalité est précisément ce qui fait notre richesse.

### Et sur le plan humain...

L'allongement de la durée des cotisations à **44 ans** entrainera une sévère régression.

Il sera quasiment impossible aux salariés de valider le nombre de trimestres requis, pour échapper à la décote. La durée moyenne de cotisation sur toute une vie est actuellement de 35 ans.

Elle s'explique par le fait que le chômage des plus de 50 ans est très important en France.

Les jeunes pour leur part accèdent de plus en plus tard au monde du travail, à l'issue d'études fréquemment plus longues qu'autrefois. Leurs carrières sont souvent constituées de CDD, et entrecoupées de périodes de chômage.

### C'est la double peine assurée pour les deux extrémités des tranches d'âges !

De plus, tout est organisé pour verser des pensions moindres, et sur des durées plus courtes. En affaiblissant les régimes de retraites par répartition, ces mesures préparent la capitulation qui ouvrira la voie aux retraites par **capitalisation (les fonds de pension)**.

Retarder l'âge des départs en retraite revient à bloquer l'entrée des jeunes dans le monde du travail. Cela n'aidera pas à lutter contre le chômage !

**Pourtant de gros sacrifices** ont été demandés aux salariés.

**L'historique des précédentes régressions : 1987**, les pensions ne sont plus indexées sur les salaires des actifs, mais sur les prix

**1993, réforme BALLADUR**, les **retraites du privé** sont calculées sur les 25 meilleures années, au lieu des 10 meilleures. De plus il faudra cotiser pendant 40 ans en lieu et place de 37,5 années.

**1996**, les **régimes de retraites complémentaires** diminuent le nombre de points accordés chaque année à leurs adhérents

**2003, réforme FILLON**, les 40 années de cotisations sont étendues à la fonction publique. Les modalités de départ à la retraite sont progressivement alignées sur celle imposées au secteur privé.

**2008, réforme des régimes spéciaux** des grandes entreprises publiques (EDF, SNCF, GDF, RATP, Banque de France)

**2010, réforme WOERTH**. Le dispositif de départ anticipé pour les fonctionnaires parents de 3 enfants après 15 ans d'activité est supprimé. Les taux de cotisations augmentent pour s'aligner progressivement sur ceux du privé. L'âge légal de départ à la retraite passe progressivement à 62 ans, pour 2017. L'âge pour obtenir le taux sans décote sera 67 ans en 2022

**2012**, possibilité de départ à 60 ans pour les carrières longues, mais augmentation des cotisations de retraites.

## LA DEMOCRATIE EST L'OTAGE DES MARCHES FINANCIERS

Le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires somme notre gouvernement de réduire drastiquement son **déficit budgétaire**. Plus surprenant encore, il s'ingère dans la gestion de notre système de retraite, en préconisant la baisse du montant des pensions.

Aucun doute, c'est une **politique libérale** qui est aux commandes de l'espace économique européen. La communication gouvernementale veut donner l'illusion que la politique économique de la France n'est pas dictée par Bruxelles. Mais la réalité est différente. Sur quelle **base démocratique** est conduite cette politique ? Les électeurs français ne se sont pas prononcés pour ce choix de société.

On est loin du programme du parti socialiste et des verts.

Rien ne légitime une politique européenne libérale, qui produit **chômage** et **exclusion** dans tous les pays. Elle accroît le nombre de **travailleurs pauvres**, y compris dans les pays comme l'Allemagne.

Une part de plus en plus grande des revenus du travail se concentre entre les mains d'une minorité. La distribution des bonus dans la finance a repris de plus belle, alors que la situation économique de notre pays se dégrade. Il faut abandonner cette politique, ou nous subirons bientôt le même sort que la Grèce et l'Espagne.

## DEFICIT des RETRAITES ? Il faut cesser de mentir aux français !

Prétextant un besoin de financement de **20 milliards en 2020 pour l'ensemble des régimes des retraites** (sur **280 milliards** versés chaque année), le gouvernement profite de cette occasion pour remettre en question le régime spécial des fonctionnaires.

Il crée insidieusement un amalgame, visant à désigner implicitement les responsables de ses difficultés budgétaires.

Les pensions de retraites versées aux fonctionnaires de l'Etat constituent **une dépense publique**.

**Elles n'ont pas d'influence sur les caisses de retraites du régime général.**

Pour répondre aux différents déficits de l'Etat et de la protection sociale, la FSU Finances préconise l'octroi de moyens humains, matériels et juridiques pour lutter contre la **fraude fiscale et sociale**. **Cela passe par le recrutement de personnels aux finances publiques, à la DGCCRF, aux Douanes, à l'Inspection du Travail, etc..**

Il faut donc une volonté politique certaine, pour aller chercher l'argent dans d'autres poches que celles des salariés et des retraités.

Il ne faut surtout pas réserver la lutte contre la fraude fiscale aux seuls particuliers, même s'ils sont plus faciles à sanctionner que les sociétés multinationales.

Les **80 milliards d'euros** annuels estimés pour évaluer la fraude fiscale, permettraient de résoudre toutes les difficultés budgétaires. **EGALITE, EQUITE !**



## RESORBER LE CHÔMAGE DE MASSE, c'est la solution !

3,2 millions de salariés sont privés d'emploi, auxquels s'ajoutent 1,8 million qui ont une activité réduite imposée.

Pour la FSU-FINANCES, le **fort taux de chômage** explique les difficultés de financement des caisses de maladie, de vieillesse et d'assurance chômage.

**Seul le travail est créateur de richesse.**

Les politiques libérales l'assimilent à un coût. Leur seule ambition est d'accroître la part des actionnaires, en détruisant les emplois.

Pour la FSU, les revenus du travail doivent en priorité profiter aux salaires, aux investissements dans l'outil de production, à la recherche et aux créations d'emplois.

Les électeurs ont fait l'an dernier le choix d'une société plus juste. Ce gouvernement dit de gauche doit remettre l'humain au premier plan (l'économie réelle), et reléguer les logiques financières à leur juste place. La Finance doit être au service de l'humain, et non l'inverse !

Le **chômage** est un gâchis financier et humain, dont le coût est d'abord **supporté par la collectivité**.

La solution revendiquée par la FSU aux Finances passe par la **réduction du temps de travail**, et l'augmentation des **embauches**.

**Pour la FSU, toute augmentation de la richesse doit se traduire par du progrès social, et profiter aux travailleurs.**



## SALARIES, RETRAITES, même combat !

Observons ce qui se passe en Allemagne, ou dans le reste de l'Europe. Les politiques libérales ne sont parvenues qu'à appauvrir l'immense majorité des travailleurs et des retraités.

### Le pouvoir d'achat va de mal en pis.

Les politiques successivement mises en œuvre ont consisté à attaquer alternativement les retraités, puis les salariés, afin de les spolier de leurs acquis sociaux.

Michel Sapin explique que RETRAITE et EMPLOIS sont désormais liés. C'est donc l'occasion que salariés et retraités se retrouvent côte à côte, pour faire entendre collectivement leurs revendications.

### La Finance assure de nouveau de très gros bonus aux traders.

Les profits boursiers sont repartis à la hausse. C'est précisément le but ultime de toutes les politiques libérales, ne servir que le profit d'une partie de plus en plus réduite de personnes.

### Les travailleurs pauvres sont de plus en plus nombreux.

Des retraités sont obligés de retourner travailler pour survivre, il n'y a pas de limite.

La logique infernale dans laquelle ces gouvernements veulent nous enfermer n'a d'autre but que de servir toujours un peu plus les intérêts financiers d'une minorité, et détruire la protection sociale.

### Pour la FSU, l'humain doit primer sur la recherche du profit à court terme.

pour développer un  
s y n d i c a l i s m e  
combatif, unitaire,  
indépendant et  
démocratique

#### FSU FINANCES

173 rue de Charenton  
75012 Paris

☎ 01 43 47 53 95  
01 44 50 45 87

✉ fsufinances@gmail.com



Retrouvez-nous sur le  
Web !

<http://www.fsufinances.fr>

## LES REVENDICATIONS DE LA FSU

**Pas touche au Code des pensions civiles et militaires !**

**Calcul sur les 6 derniers mois, pour maintenir le pouvoir d'achat des pensionnés !**

**Retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 années de cotisations !**

**Abrogation de la décote et rétablissement de tous les avantages supprimés**



**J'adhère à la FSU Finances** : cotisation annuelle indice X 0,22 € X quotité de temps de travail

**Nom** : ..... **Prénom** : ..... **Tél.** : .....

**Adresse** : .....

**Service** : ..... **Grade** : .....

**Indice** : ..... **Date de naissance** : ..... **Quotité en cas de temps partiel** : .....

**Signature** : .....

**A retourner à FSU –Finances 173, rue de Charenton 75012 Paris**